

# ROMANITÉ ET MODERNITÉ DU DROIT

*Collection dirigée par  
Michel HUMBERT et Albert RIGAUDIÈRE*

Thierry PÉCOUT dir.

## **QUAND GOUVERNER C'EST ENQUÊTER. LES PRATIQUES POLITIQUES DE L'ENQUÊTE PRINCIÈRE (OCCIDENT, XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLES)**

Actes du colloque international d'Aix-en-Provence et Marseille,  
19-21 mars 2009

DE BOCCARD  
11, rue de Médicis, 75006 Paris  
2010

## *Les enquêtes royales au Portugal, 1220-1343*

Amélia AGUIAR ANDRADE

(Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas,  
Instituto de Estudos Medievais)

Au Portugal, l'intérêt pour l'étude des enquêtes royales médiévales remonte loin dans le temps. Son histoire alterne entre phases florissantes et longues périodes d'oubli. Une nouvelle étape toute récente augure d'un regain d'intérêt qui ne manquera pas de conduire à un renouvellement des perspectives d'approche de ces textes.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la fondation de l'Académie royale des sciences de Lisbonne, inspirée par l'Esprit des Lumières qui animait alors la culture européenne, ouvrit de nouvelles voies à l'exercice de l'histoire en permettant de faire appel à des éléments aussi importants que la paléographie et, surtout, la diplomatique. Cet apport conféra une dimension plus complexe et plus fiable à l'utilisation des documents écrits et, partant, à la construction du discours historique<sup>1</sup>, préparant ainsi le renouvellement qui fut institué au siècle suivant par Alexandre Herculano. Cet historien positiviste, influencé par l'école érudite allemande, est unanimement considéré comme le « fondateur » de l'historiographie contemporaine portugaise établie sur la science et son parcours d'historien fut essentiellement axé sur l'époque médiévale<sup>2</sup>.

Parmi les tâches qu'elle se fixa pour atteindre ces objectifs, l'Académie des sciences procéda, en 1790, à un relevé systématique des *archives du royaume*, comme on les désignait alors, afin de constituer un inventaire de la documentation conservée dans les registres monastiques, les archives municipales et celles d'autres institutions. Hélas, de ce relevé, seuls des résultats partiels ou des informations éparées, pour la plupart encore inédits, nous sont parvenus<sup>3</sup>.

Les érudits auxquels fut confiée cette tâche ardue – dont la correspondance parvenue jusqu'à nous laisse apparaître le découragement face au mauvais état de conservation des documents, en particulier ceux produits au Moyen Âge – purent acquérir, en corollaire de leurs efforts, une connaissance remarquable et unique

1. L. R. TORGAL, « Antes de Herculano », dans L. R. TORGAL, J. M. A. MENDES, F. CATROGA, *História da História em Portugal - sécs. XIX-XX*, Lisbonne, 1996, pp. 23-31.

2. A. H. O. MARQUES, *Antologia da Historiografia Portuguesa*, 2, *De Herculano aos nossos dias*, 1975, pp. 15-16 et F. CATROGA, « Alexandre Herculano e o historicismo romântico », dans L. R. TORGAL, J. M. A. MENDES, F. CATROGA, *op. cit.*, pp. 39-69.

3. A. CRUZ, *Breve Estudo dos Manuscritos de João Pedro Ribeiro*, Coimbra, 1938.

sur la production documentaire portugaise des siècles précédents. Parmi eux, João Pedro Ribeiro, paléographe et diplomate, officiait aux archives centrales du royaume<sup>4</sup>. Comme aujourd'hui, elles étaient alors centralisées à Lisbonne et désignées sous le nom de *Torre do Tombo*, appellation qui remonte au XIV<sup>e</sup> siècle et provient de la tour où étaient entreposées les archives, située à proximité du Palais d'Alcáçova ou du Castelo, disparu depuis, qui fut la principale résidence royale de la ville jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

L'exercice de ces fonctions et sa connaissance privilégiée des fonds documentaires lui permirent de produire des études remarquables qui sont aujourd'hui encore utilisées comme référence<sup>6</sup>. L'une de ces études porte sur les enquêtes médiévales. Publiée en 1815 et intitulée *Memórias para a historia das inquirições dos primeiros reinados de Portugal colligidas pelos discipulos da aula de deplomatica no anno de 1814 para 1815, debaixo da direcção dos lentes proprietario e substituto da mesma aula* (*Mémoires pour l'histoire des enquêtes des premiers règnes du Portugal, colligées par les disciples du cours de diplomatie de l'année 1814 à 1815, sous la direction des professeurs titulaires et associés de cette classe* ci-après désignée *Memórias*), elle reproduit un nombre considérable de documents, dont elle se sert pour étayer ses propositions interprétatives, tout en dressant pour la première fois l'inventaire du corpus documentaire des enquêtes royales produites aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, lequel reposait massivement sur une documentation conservée dans les archives centrales.

La production de cette étude, où transparaît l'extraordinaire érudition de son auteur, résulte, comme le reconnaît João Pedro Ribeiro lui-même, de la prise de conscience, à la faveur de la lecture de la production historiographique des auteurs apologétiques associés à l'école érudite du monastère cistercien d'Alcobaça, de l'importance croissante des enquêtes royales pour la connaissance du Moyen Âge portugais. Leur rôle était même estimé fondamental pour l'étude des aspects fiscaux et économiques<sup>7</sup>.

L'inventaire du corpus était accompagné de réflexions extrêmement importantes pour sa compréhension. Nombre d'entre elles conservent d'ailleurs aujourd'hui leur pertinence, comme celles qui distinguaient ce qu'il appelait les *enquêtes générales*, c'est-à-dire les enquêtes s'inscrivant dans des stratégies plus

4. A. H. O. MARQUES, *Antologia da Historiografia Portuguesa*, 1, *Das origens a Herculano*, s. l., 1975, p. 222.

5. R. C. GOMES, *A Corte dos Reis de Portugal no Final da Idade Média*, Lisbonne, 1995, pp. 260-262.

6. Voir à titre d'exemples : *Observações Históricas e Criticas para Servirem de Memórias ao Systema da Diplomatica Portugueza*, Lisbonne, 1798 ; *Dissertações Chronologicas e Criticas sobre a História e Jurisprudencia Ecclesiastica e Civil de Portugal*, Lisbonne, 1810-1836, et *Memórias para a Historia das Confirmações Regias nestes Reinos*, Lisbonne, 1816.

7. J. P. RIBEIRO, *Memórias para a História das inquirições dos primeiros reinados de Portugal colligidas pelos discipulos da aula de diplomática no anno de 1814 para 1815, debaixo da direcção dos lentes proprietario e substituto da mesma aula*, Lisbonne, 1815, pp. 3-6.

larges quant à l'espace couvert et aux contenus à examiner, des *enquêtes* dites *privées*, dont le domaine était restreint, voire spécifique quant à l'espace et à la thématique, même si elles peuvent toutes relever de la même pratique d'enquête, promue par les monarques et mise en œuvre par leurs officiers et hommes de confiance, où la quête de la vérité apparaissait comme fondamentale<sup>8</sup>.

On doit également à son érudition méticuleuse la chronologie détaillée des différentes vagues d'enquêtes, ainsi que l'étude diplomatique qui permit de définir non seulement quelles étaient les versions originales, mais aussi la filiation des diverses copies elles-mêmes produites au Moyen Âge. L'étude fait en outre l'inventaire de toute une série de dépositions éparses sans date précise, mais qui présentaient des caractéristiques intrinsèques et pouvaient, selon João Pedro Ribeiro, s'intégrer dans la production documentaire associée aux grandes enquêtes lancées par les monarques portugais aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles<sup>9</sup>.

À ce jour, les *Memórias* apparaissent comme la seule vision d'ensemble de la production documentaire associée aux enquêtes médiévales. Pour le seul cas des enquêtes royales de 1220, un projet de recherche récemment achevé – *Regnum Regis, Les enquêtes de 1220 et la genèse de la mémoire documentaire du royaume médiéval portugais*<sup>10</sup> – a permis d'élargir le cadre du corpus, ce qui a donné lieu, comme nous le verrons plus loin, à un réajustement des interprétations associées à cette première vague d'enquêtes royales médiévales portugaises.

Mais le travail pionnier de João Pedro Ribeiro peut aussi se considérer comme un élément décisif ayant ouvert la voie à la publication, à l'initiative d'Alexandre Herculano et là encore avec l'appui éditorial de l'Académie des sciences, des *Inquisitiones*, l'une des collections documentaires qui allaient faire partie des *Portugaliae Monumenta Historica* [PMH]<sup>11</sup>, une publication de sources médiévales ostensiblement inspirée de l'ouvrage allemand *Monumenta Germaniae Historica*, qui fit éditer en 1867 non seulement les textes élaborés à propos des enquêtes de 1220, mais également une grande partie des dépositions beaucoup plus longues, résultant du travail des commissions chargées d'enregistrer les enquêtes menées en 1258 à l'initiative du roi Alphonse III (1248-1279). Cette publication doit beaucoup aux propositions contenues dans les *Memórias* de João Pedro Ribeiro puisque, pour sélectionner les manuscrits transcrits et publiés, elle se servit de l'inventaire qu'il avait dressé plusieurs décennies auparavant.

Cette édition révéla pour la première fois l'ampleur et l'importance de ce fonds documentaire. Cependant, en raison de l'interruption de la parution des PMH, qui ne fut jamais reprise dans les mêmes objectifs et avec la même portée, les enquêtes chronologiquement postérieures, comme celles qui furent ordonnées

8. *Memórias, passim*.

9. J. P. RIBEIRO, *Additamentos e Retoques*, dans *Memórias*, p. 10.

10. Accessible en ligne sur le site de l'Instituto de Estudos Medievais (IEM) : <http://www.fcsh.unl.pt/iem/investigat-ar-projectos/regis-iem.html>

11. A. HERCULANO et J. S. M. LEAL éd., *Portugaliae Monumenta Historica a saeculo octavo post Christum usque ad quintum decimum, Inquisitiones*, Lisbonne, IV-VII, 1888-1977. Disponibles en ligne sur <http://purl.pt/12270>

par le roi Dinis dans le dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle et les premières années du siècle suivant, ne furent jamais mises à la disposition du public<sup>12</sup>. Signalons enfin que cette publication ne suscita pas de débat entre les historiens, les paléographes et les diplomatistes à propos des versions publiées, lesquelles étaient considérées jusqu'à très récemment – et elles le sont encore d'une certaine façon aujourd'hui – comme définitives et utilisées comme telles par les médiévistes.

L'inventaire des manuscrits associables aux initiatives royales d'enquête des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, dressé par João Pedro Ribeiro, ainsi que le corpus documentaire publié au XIX<sup>e</sup> siècle à l'initiative d'Alexandre Herculano sont demeurés inchangés jusqu'à une époque très récente, malgré quelques éditions très partielles, comme ce fut le cas d'une documentation révélée par des travaux parus entre les années 30 et 60 du XX<sup>e</sup> siècle, sur une région spécifique, située entre les fleuves Douro et Mondego, complétée une vingtaine d'années plus tard par la publication d'autres textes<sup>13</sup>.

Très récemment cependant, l'Académie des sciences a repris l'étude des *Inquisitiones* et a lancé, grâce au travail d'un médiéviste de la Faculté des Lettres de Porto, José Augusto Pizarro, l'édition des enquêtes ordonnées par le roi Dinis, dont la quasi-totalité étaient restées inédites jusqu'alors<sup>14</sup>. La publication des enquêtes menées en 1284 fut ainsi engagée, mais uniquement en ce qui concerne une unité administrative de la région Entre Douro et Mondego<sup>15</sup>.

L'inventaire du corpus documentaire au début du XIX<sup>e</sup> siècle et l'édition du texte des enquêtes de 1220 et partiellement de 1258 dans les *Inquisitiones* mirent à la

12. Il faut noter que les enquêtes de 1284 ont commencé à être publiées, mais que ce processus ne fut jamais achevé. Voir J. SARAIVA, « Inquirições de D. Dinis na Beira », dans *Arquivo Histórico de Portugal*, I, 1933, pp. 125-132 et 264-270; II, 1935, pp. 106-126. Des publications récentes des enquêtes du roi Denis ont été effectuées pour des régions spécifiques : J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria nos séculos XI a XIII*, Lisbonne, 1989, pp. 185-229, et J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *Terra de Santa Maria no século XIII : problemas e documentos*, s. l., 1993, pp. 175-177, 188-190, 206-217, 219-224, 239-247, 248-254, 257-267, 268-270; A. A. ANDRADE et L. KRUS dir., *Valdevez Medieval. Documentos*, 1, 950-1299, Arcos de Valdevez, 2000, pp. 218-251, 253-271, et id., *Valdevez Medieval. Documentos*, 2, 1300-1479, Arcos de Valdevez, 2001, pp. 19-20, 21-24, 24-40.

13. M. OLIVEIRA, « Inquirições de D. Afonso II na Terra de Santa Maria », dans *Arquivo do Distrito de Aveiro*, 2, 1936, pp. 71-74; id., « Inquirições de D. Afonso III na Terra de Santa Maria », dans *Lusitânia Sacra*, 1<sup>ère</sup> série, 7, 1964-1966, pp. 95-133; CONDE DA BORRALHA, « Inquirições de D. Afonso II no Distrito de Aveiro », dans *Arquivo do Distrito de Aveiro*, 2, 1936, pp. 243-244, 285-291; A. G. R. MADAHIL éd., *Milenário de Aveiro. Colectânea de Documentos Históricas*, 2, 959-1516, Aveiro, 1959, doc. 33, pp. 56-66; J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *Terra de Santa Maria no século XIII : problemas e documentos*, s. l., 1993, pp. 37-45, 105-108; S. A. GOMES, « As Ordens Militares e Coimbra medieval : tópicos e documentos para um estudo », *Ordens Militares : Guerra, Religião e poder e Cultura. Actas do III Encontro sobre Ordens Militares*, Lisbonne, 2, 1999, pp. 54-65.

14. Voir n. 12.

15. J. A. PIZARRO éd., *Portugaliae Monumenta Historica a saeculo octavo post Christum usque ad quintum decimum, nova série, Inquisitiones, Inquirições Gerais de D. Dinis de 1284*, Lisbonne, 2007.

disposition de la médiévistique portugaise contemporaine une source exceptionnelle, sans pour autant donner lieu à une utilisation systématique dans les études de grande envergure et sans non plus susciter la révision critique des textes publiés.

Cette absence d'intérêt peut en partie s'expliquer par deux raisons de natures très distinctes mais qui, combinées entre elles, ont longtemps provoqué un blocage. D'une part, l'historiographie portugaise traditionnelle accordait une valorisation excessive à la primauté du document inédit, au détriment du document publié, celui-ci n'étant pas considéré comme le plus propice au développement de travaux académiques. D'autre part, les enquêtes tendaient à être associées à des problématiques économiques, fiscales ou juridictionnelles, qui ne furent guère prisées des médiévistes portugais avant la révolution d'avril 1974, essentiellement pour des raisons politiques qui suscitaient la méfiance à l'égard de ces thématiques, d'une certaine façon considérées comme « subversives »<sup>16</sup>, et plus récemment parce que d'autres problématiques – l'histoire des mentalités par exemple – ont connu un plus grand engouement des jeunes médiévistes portugais<sup>17</sup>.

Surtout utilisés par les médiévistes comme un corpus d'où pouvaient se tirer des éléments de preuve pour le développement de thèmes juridictionnels, économiques et fiscaux<sup>18</sup>, les textes des enquêtes ne reprirent un rôle majeur qu'à l'occasion du récent renouvellement des problématiques et méthodologies de l'étude du Moyen Âge portugais. Une nouvelle voie s'ouvrit alors, afin que les procès-verbaux des enquêtes soient utilisés dans une perspective plus globale, systématique et novatrice.

En effet, après les travaux pionniers de Maria José Lagos Trindade<sup>19</sup> et Iria Gonçalves<sup>20</sup>, qui soulignèrent l'importance de cette source pour la compréhension de questions juridictionnelles et qui, pour ce faire, utilisèrent des bases spatiales

16. L. R. TORGAL, « A história em tempo de "ditadura" », dans L. R. TORGAL, J. M. A. MENDES, F. CATROGA, *op. cit.*, pp. 241-275

17. J. M. A. MENDES, « Novas tendências historiográficas », dans L. R. TORGAL, J. M. A. MENDES, F. CATROGA, *op. cit.*, pp. 415-426, et A. C. HOMEM, « O medievalismo em liberdade (anos 70 - anos 90) », dans M<sup>a</sup> C. PROENÇA éd., *Um século de ensino da História*, Lisbonne, 2001, pp. 183-213.

18. Voir à titre d'exemple A. de CASTRO, *História Económica de Portugal, 2, Séculos XII a XV*, Lisbonne, 1978, qui comprenait l'exemple de H. G. BARROS, *História da administração pública em Portugal nos séculos XII a XV*, 2<sup>ème</sup> éd., Lisbonne, 1945-1954.

19. M. J. L. TRINDADE, « Os oficiais régios nas Inquirições Gerais de Afonso III », « A vida pastoril e o pastoreio em Portugal nos séculos XII a XVI », « Questões da administração local nas Inquirições gerais de Afonso III », dans *Estudos de História Medieval*, Lisbonne, 1981, pp. 116-127, 1-95, 145-163.

20. I. GONÇALVES *et alii*, « O Entre Cávado e Minho : Cenário de Expansão Senhorial no Século XIII », tiré à part de la *Revista da Faculdade de Letras de Lisboa*, 4<sup>ème</sup> série, 2, 1978. Voir aussi les travaux de ces disciples : M<sup>a</sup> F. ANDRADE, « O património dos mosteiros agostinhos segundo as Inquirições de 1220 »; J. L. FONTES, « A Terra de Vermoim nas Inquirições de 1220 : o povoamento e a propriedade régia »; O. A. GAMEIRO, « A propriedade régia em Guimarães nas Inquirições de 1220 », dans 2<sup>o</sup> Congresso Histórico de Guimarães, *Actas do Congresso*, 6, Guimarães, 1996, pp. 131-145, 93-107, 147-179.

régionales ou suprarégionales, José Mattoso réalisa des études sur la noblesse<sup>21</sup> – reprises et complétées par ses disciples, comme Leontina Ventura<sup>22</sup> et José Augusto Pizarro<sup>23</sup> par exemple –, qui, à l'aide de questionnaires de plus en plus détaillés et innovateurs, révélèrent l'extraordinaire qualité et la diversité de l'information contenue dans les enquêtes, non seulement pour l'étude de l'implantation patrimoniale et juridictionnelle de la noblesse, mais également pour la révélation de questions aussi importantes que l'organisation du paysage<sup>24</sup>, la toponymie et l'anthroponymie, la diffusion de l'écrit et des valeurs qui lui sont associées, les tensions politiques entre les différents pouvoirs en présence et, bien entendu, la dimension de l'usurpation des biens et des droits royaux, qui fut finalement l'un des principaux objectifs à l'origine des enquêtes.

Mais un fait plus significatif encore entraîne des répercussions accrues, à savoir que les textes des enquêtes devinrent eux-mêmes un objet d'étude et de réflexion. Ce fut le cas dans les travaux innovants et stimulants menés par Luís Krus, qui montrent à quel point les résultats peuvent être fructueux lorsqu'on réfléchit aux conditions politiques et intellectuelles de la production de ces textes, que l'on s'attache à dévoiler le processus de conservation et d'organisation des dépositions écrites ou que l'on interroge de façon systématique l'acte d'enquêter, afin de pouvoir déchiffrer les cadres mentaux en présence et de faire ainsi émerger les tensions que ces aspects suscitaient chez les témoins et les enquêteurs et, partant, les effets qu'ils produisaient sur la formulation et l'enregistrement des témoignages<sup>25</sup>.

21. J. MATTOSO, *A nobreza medieval portuguesa. A família e o poder*, Lisbonne, 1981; *Ricos-homens, infanções e cavaleiros : a nobreza medieval portuguesa nos séculos XI e XII*, Lisbonne, 1982; *Portugal medieval : novas interpretações*, Lisbonne, 1992; J. MATTOSO, L. KRUS, O. BETTENCOURT, « As Inquirições de 1258 como fonte da história da nobreza – o julgado de Aguiar de Sousa », dans *Revista de História Económica e Social*, 9, 1982, pp. 17-45.

22. L. VENTURA, *A nobreza de corte de Afonso III*, Coimbra., 1992; « Terras e julgados », dans J. SERRÃO e A. H. O. MARQUES dir., *Nova História de Portugal*, 3, *Portugal em definição de fronteiras. Do Condado Portucalense à Crise do Século XIV*, coord. M. H. C. COELHO et A. L. C. HOMEM, Lisbonne, 1995, pp. 542-554.

23. J. A. PIZARRO, « A nobreza do julgado de Braga nas Inquirições do reinado de D. Dinis », *IX Centenário da dedicação da Sé de Braga : Congresso Internacional, Actas*, II, 1, Braga, 1990, pp. 185-248; « D. Dinis e a nobreza nos finais do século XIII », dans *Revista da Faculdade de Letras. História*, Porto, 2<sup>me</sup> série, 10, 1993, pp. 91-101; *Linhagens medievais portuguesas : genealogias e estratégias (1279-1325)*, Lisbonne, 1999.

24. A. A. ANDRADE, *O Entre Lima e Minho no século XIII : a revelação de uma região*, Arcos de Valdevez, 1997; « A água no Entre Lima e Minho do século XIII : contornos de uma presença esperada », dans *Estudos Orientais*, 4, Lisbonne, 1997, pp. 183-197 et I. GONÇALVES, « A árvore na paisagem rural do Entre Douro e Minho : o testemunho das Inquirições de 1258 », 2<sup>o</sup> *Congresso Histórico de Guimarães, Actas do Congresso*, 6, Guimarães, 1996, pp. 5-25; « Espaços silvestres para animais selvagens, no noroeste de Portugal, com as Inquirições de 1258 », *Estudos em Homenagem ao Professor Doutor José Marques*, 2, Porto, 2006, pp. 193-219.

25. L. KRUS, *A concepção nobiliárquica do espaço ibérico. Geografia dos Livros de Linhagens medievais portuguesas (1280-1380)*, Lisbonne, 1994; « Escrita e poder : as Inquirições de D. Afonso III »; « O rei herdeiro dos Condes : D. Dinis e a herança dos

Mais il a fallu attendre le XXI<sup>e</sup> siècle et le projet *Regnum Regis*, que j'ai eu l'honneur de coordonner après le décès de Luís Krus, son auteur et le plus grand spécialiste portugais des questions sur le texte des enquêtes royales du XIII<sup>e</sup> siècle, pour engager pour la première fois un processus de révision du corpus documentaire des enquêtes plus anciennes, ordonnées par le roi Alphonse II (1211-1223) en 1220, et dont les textes étaient publiés dans les PMH depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce projet a tout d'abord porté sur l'évaluation de la qualité de la transcription paléographique des textes contenus dans cette collection de sources imprimées, tâche qui visait à lever définitivement tous les doutes qui pouvaient exister sur la nécessité éventuelle d'opérer une relecture de ces documents. Cette question était restée ignorée pendant plusieurs décennies, mais certains médiévistes portugais commençaient depuis peu à la poser, car ils l'estimaient fondamentale pour déterminer la légitimité des conclusions tirées ou à tirer sur les contenus de la version publiée dans les *Inquisitiones*. Dans le même temps, il s'agissait aussi de vérifier si la sélection de documents effectuée pour leur publication dans les PMH avait pris en compte les versions disponibles les plus anciennes et les plus fiables du texte des enquêtes de 1220.

Les recherches menées ont permis de confirmer la qualité paléographique de la transcription des PMH, bien que les critères de transcription qui furent utilisés ne soient pas ceux d'aujourd'hui. Elles ont également mis à jour les critères de sélection des manuscrits publiés par les éditeurs des *Inquisitiones*, qui est d'autant plus complexe que l'existence de textes originaux est quasi résiduelle et que les textes disponibles sont des copies remaniées par les officiers de la chancellerie royale au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Or, on considère aujourd'hui que certains critères utilisés dans ces copies étaient destinés à faciliter leur consultation à des fins administratives, en adoptant pour cela l'organisation d'un véritable cadastre des biens et droits royaux, sans y intégrer toutefois la transcription des dépositions des témoins interrogés<sup>26</sup>.

Nous avons ainsi pu constater que, dans l'édition des PMH, ce n'est pas la copie la plus ancienne – soit le *Registo de Guimarães*<sup>27</sup> – qui fut retenue, mais celle qui apparaissait comme la plus complète. Un choix acceptable si l'on considère qu'il s'agit, dans les deux cas, de copies produites au Moyen Âge et très proches chronologiquement de la procédure d'enquête. La relecture effectuée dans le cadre

Sousas », dans *Passado, memória e poder na sociedade medieval portuguesa. Estudos*, Redondo, 1994, pp. 35-57 et 59-99; « Inquirições », dans *Dicionário Enciclopédico da História de Portugal*, 1, Lisbonne, 1990, pp. 343-344; « Inventariar. Primeiras Inquirições Gerais (1220) », dans R. CARNEIRO et A. T. MATOS dir., *Memória de Portugal. O Milénio Português*, Lisbonne, 2001, pp. 126-128.

26. J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria nos séculos XI a XIII*, Lisbonne, 1989, pp. 43-44.

27. Sur le *Registo de Guimarães*, lire les réflexions de Filipa ROLDÃO, « Para além da chancelaria : registo e conservação de diplomas dionisinos na administração régia periférica », dans *Clio, Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, 16-17, 2008, pp. 208-212.



du projet a reconnu au texte le plus ancien une dimension importante, sans pour autant invalider, pour l'essentiel, la version publiée dans les *Inquisitiones*<sup>28</sup>.

Cependant, les recherches d'archives réalisées pour les tâches énoncées ont produit une autre conséquence, bien plus importante, puisqu'elles ont permis d'élargir l'inventaire documentaire proposé par João Pedro Ribeiro. Il a été possible en effet d'inventorier de nouveaux manuscrits des procès-verbaux des enquêtes de 1220 non cités par cet auteur<sup>29</sup>, dont certains, non datés et pourtant connus, n'étaient pas associés aux enquêtes d'Alphonse II. La transcription paléographique de ces textes et, surtout, l'analyse critique de leurs contenus et de leurs formes, obtenue à l'aide de plusieurs spécialistes, ont permis de conclure que ces documents pouvaient également être intégrés dans le corpus plus vaste des enquêtes de 1220<sup>30</sup>.

Avec l'inclusion de ces nouveaux textes, une zone géographique plus large a pu être définie pour l'action des commissions d'enquête de 1220. Cette zone est traditionnellement considérée, d'après les textes publiés dans les *Inquisitiones*, comme confinée au nord-est du royaume et, partant, interprétée comme un épisode d'un conflit politique qui opposait alors un roi, Alphonse II, aux privilégiés qui avaient fait de cette région du royaume leur chasse gardée, en particulier le puissant archevêque de Braga, Estevão Soares da Silva<sup>31</sup>. Il s'agit donc d'une information de la plus haute importance pour une interprétation plus précise des objectifs que le monarque souhaitait atteindre au moyen d'une stratégie fondée sur les enquêtes. Les résultats de ce projet ont confirmé par ailleurs des intuitions plus récentes sur les enquêtes d'Alphonse II<sup>32</sup>. Si l'on admet l'hypothèse de leur élargissement à des zones situées au sud du Douro, elles revêtaient une dimension plus globale à l'échelle de ce qu'était alors le royaume du Portugal et peuvent ainsi être intégrées dans des stratégies précoces susceptibles d'être considérées comme *proto-centralisatrices*, stratégies qu'Alphonse II, à l'instigation d'un corps d'officiers et de conseillers laïcs, voulait imposer à son royaume<sup>33</sup>, sans toutefois y parvenir.

Les recherches réalisées pour ce projet et surtout les importantes réflexions suscitées par ces nouveaux témoignages chez certains spécialistes<sup>34</sup> ont aussi permis de révéler l'importance du règne de Dinis (1279-1325), non seulement dans

28. <http://www.fcsh.unl.pt/iem/investigat-proyectos/regis-iem.html> : *Edição do texto latino das Inquirições. Edição do texto : I- Inquirições de Entre Lima e Douro.*

29. Instituto dos Arquivos Nacionais – Torre do Tombo [désormais abrégé IAN/TT], Gaveta XIX, maço 14, doc. n° 6.

30. <http://www.fcsh.unl.pt/iem/investigat-proyectos/regis-iem.html> : II- *Inquirições de Entre Douro e Mondego*; III- *Lista das Igrejas*, e IV- *Rol das propriedades, bens e Igrejas em Lisboa e seu termo*. Voir aussi M<sup>a</sup> J. BRANCO, « A “Inquirição” de Lisboa e seu termo, de 1220 : contextos e datações », et S. A. GOMES, « *As inquirições ducentistas entre o Vale do Douro e o Mondego : contextos e datações* », dans les actes du colloque *Inquirir na Idade Média*, Lisbonne, 2007 (sous presse).

31. H. V. VILAR, D. *Afonso II. Um rei sem tempo*, Lisbonne, 2005, pp. 186-192.

32. J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria*, op. cit., pp. 41-45.

33. Pour l'ensemble, voir H. V. VILAR, op. cit., pp. 179-191.

34. Voir les études développées par M<sup>a</sup> J. Branco et S. A. Gomes, dans les actes du colloque *Inquirir na Idade Média*, Lisbonne, 2007 (sous presse).

le lancement des enquêtes générales dans le royaume du Portugal<sup>35</sup>, mais aussi pour la conservation et l'organisation de la documentation produite auparavant, en particulier celle des enquêtes générales de 1220 et de 1258. Une précaution qui contribue à expliquer qu'au cours des vagues d'enquêtes lancées par le roi Dinis, ces textes aient été utilisés par les commissions d'enquêtes comme des cadastres de référence, sur lesquels les enquêteurs se fondaient pour interroger les témoins entendus<sup>36</sup>. Mais les résultats obtenus ont également révélé qu'il est pertinent de mener des études similaires pour les autres textes des enquêtes déjà publiés dans les PMH, notamment pour les volumineux procès-verbaux des enquêtes de 1258, afin de valider la version disponible dans cet ouvrage et de garantir qu'il contient bien la totalité des manuscrits associables à ces enquêtes.

La réalisation de ce projet a également permis de lancer chez les médiévistes portugais un débat plus concret sur la nécessité d'étudier les enquêtes médiévales portugaises dans une perspective permettant de les inscrire dans des contextes plus vastes et comparatifs, communs à d'autres unités politiques médiévales européennes, qui démontrent l'importance acquise par la pratique des enquêtes sous les règnes des monarques médiévaux, ainsi que la portée de leurs résultats dans la préservation de la mémoire écrite des hommes et des espaces médiévaux<sup>37</sup>.

Comme nous l'avons expliqué, la perspective suivie de nos jours par les médiévistes portugais pour analyser et étudier les textes des enquêtes est bien différente de la perspective adoptée par les études publiées il y a quelques dizaines d'années. Cependant, en l'absence d'une édition critique complète et rigoureuse des enquêtes de 1258 et face au maintien quasi total des textes des autres vagues d'enquêtes inédits, aucun travail de longue haleine, privilégiant l'analyse globale de différents types de contenus, ainsi que leur cartographie, si possible géoréférencée, n'a été engagé. Par ailleurs, l'extraordinaire volume documentaire des enquêtes de 1258, ainsi que celui de toutes les autres vagues qui leur ont succédé et, surtout, les problèmes et les défis que poseront leur révision ou leur transcription pour des raisons que nous expliquerons plus loin, sont davantage adaptés à un travail en équipe qu'à des efforts individuels. Or, le travail en équipe n'est pas aisé à mettre en place au Portugal où, pour des raisons incompréhensibles, les projets de recherche en Histoire médiévale n'obtiennent plus de financement public.

En effet, le corpus documentaire des enquêtes royales médiévales présente, au-delà de son ampleur, une extrême complexité à laquelle s'ajoute la prise de conscience, surtout après la recherche menée par le projet *Regnum Regis*, de la nécessité de procéder à des recherches archivistiques plus rigoureuses, non seulement dans des fonds inconnus ou non organisés à l'époque où João Pedro

35. J. A. PIZARRO, D. *Dinis*, Lisbonne, 2005, pp. 94, 147-149, 154-155.

36. A. A. ANDRADE, « A estratégia dionisina na fronteira noroeste », dans A. A. ANDRADE, *A Construção Medieval do Território*, Lisbonne, 2001, p. 90 et les notes n° 25 et 26 dans la page 156. Voir aussi F. ROLDÃO, *op. cit.*, pp. 199-200.

37. Voir les textes de Thierry Pécout et Jeffrey Bowman dans les Actes du colloque *Inquirir na Idade Média*, Lisbonne, 2007 (sous presse).

Ribeiro<sup>38</sup> rédigea les *Memórias*, mais aussi dans les autres fonds d'archives, afin de découvrir si d'autres textes peuvent être intégrés dans le corpus des enquêtes médiévales<sup>39</sup>. Une tâche longue et ardue, en raison des carences qui caractérisent encore les archives portugaises, compte tenu notamment de l'absence d'instruments de description adaptés au travail de l'historien.

L'ampleur et la complexité des registres documentaires furent largement énoncées par João Pedro Ribeiro lui-même lorsque, dans les *Memórias*, il fit part au lecteur des difficultés qu'il eut à surmonter pour réaliser son étude sur les enquêtes<sup>40</sup>. Certaines de ces questions, encore pertinentes de nos jours comme nous l'avons évoqué plus haut, peuvent en partie s'expliquer par les vicissitudes vécues par les archives centrales et, partant, par les fonds documentaires qui y sont conservés, qu'il s'agisse des événements inhérents aux chronologies antérieures à l'époque de João Pedro Ribeiro ou de ceux qui se produisirent ultérieurement. Orientées par des objectifs distincts, les uns et les autres influencèrent la survie des manuscrits produits pendant les enquêtes royales médiévales et surtout leur organisation archivistique.

En effet, l'origine des archives dites de la Torre do Tombo remonte à l'époque médiévale, lorsque les monarques portugais prirent soin de promouvoir l'utilisation du document écrit comme élément de preuve et d'appuyer la gouvernance du royaume et leurs décisions sur un recueil de textes écrits, dans de nombreux cas continuellement réutilisés, complétés, modifiés, voire remplacés par de nouvelles formulations. Cet ensemble de textes se révéla fondamental dans la préservation de la mémoire écrite de leur royaume, dans la mesure où n'étaient pas seulement conservés les textes émanant du pouvoir royal, mais aussi ceux qu'il recevait<sup>41</sup>. Au Moyen Âge, les documents conservés reflètent ainsi, dans leur organisation, la progressive complexification des institutions gouvernantes émanant de la Couronne, ainsi que le recours à des pratiques de conservation et d'organisation des documents destinées à faciliter leur utilisation récurrente<sup>42</sup>. On comprend ainsi le rôle majeur des *Livres de registre de la Chancellerie*<sup>43</sup>, de certains textes normatifs

38. Voir à titre d'exemple l'inventaire des fonds des Ordres militaires dans M<sup>a</sup> do C. J. D. FARINHA et A. A. JARA, *Mesa da Consciência e Ordens*, Lisbonne, 1997.

39. Voir à titre d'exemple le document conservé dans l'Archive Distrital de Porto (ADP) dans J. MATTOSO, L. KRUS, A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria*, *op. cit.*, pp. 231-233.

40. *Memórias*, *passim*.

41. L. VENTURA, « Comunicar no Portugal Medieval : as Informações das Chancelarias Régias », dans M<sup>a</sup> H. C. COELHO dir., *As Comunicações na Idade Média*, Lisbonne, 2002, pp. 21-28.

42. A. A. ANDRADE, « Estado, territórios e “administração régia periférica” », dans A. A. ANDRADE, *op. cit.*, pp. 62-63.

43. M<sup>a</sup> H. C. COELHO et A. L. C. HOMEM, « Origines et évolution du registre de la chancellerie portugaise (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) », dans *Revista da Faculdade de Letras do Porto-História*, 2<sup>ème</sup> série, 12, 1995, pp. 47-64, et A. H. O. MARQUES, *Guia do Estudante de História Medieval*, Lisbonne, 1988, pp. 189-192.

– les chartes de franchises par exemple<sup>44</sup> –, de la documentation associée aux droits royaux – comprenant les textes produits par les enquêtes royales – et de toute la documentation de nature fiscale, dont une large partie a malheureusement disparu.

Accompagnant la progressive ascension de Lisbonne comme *caput regnum*, le lieu de conservation des documents émanant du pouvoir royal intégra l'espace physique qui serait le sien pendant des siècles et qui, rappelons-le, se caractérisait par sa proximité avec les monarques et les structures administratives centrales<sup>45</sup>. Cependant, compte tenu du volume croissant des textes qui y furent accumulés, ainsi que des difficultés grandissantes de compréhension de la rédaction et des caractéristiques calligraphiques des textes les plus anciens, leur consultation et leur utilisation s'avéraient de plus en plus lentes et ardues. La constatation de cette situation justifia les premières interventions sur l'organisation de la documentation royale conservée dans la Torre do Tombo, qui se produisirent dès le Moyen Âge.

Ainsi, au XV<sup>e</sup> siècle, plus précisément après 1458, le roi Alphonse V (1448-1481) lance l'initiative d'une mise au net des livres de registre de la Chancellerie, en invoquant à cet effet des raisons d'ordre pratique, c'est-à-dire la nécessité de faciliter leur utilisation compte tenu du grand nombre de documents, peu organisés et difficiles à lire, mais aussi afin de mieux préserver la mémoire<sup>46</sup>. Ce dernier objectif et les critères de sélection documentaire qui en découlèrent firent l'objet d'une réflexion suggestive de Luís Krus, qui permit de révéler la volonté des monarques de construire une mémoire documentaire parallèlement aux formulations historico-narratives alors en cours d'élaboration, les deux initiatives étant dirigées par le chroniqueur et responsable de la Torre do Tombo, Gomes Eanes de Zurara<sup>47</sup>. Il faut retenir de cette époque qu'une sélection fut opérée, qui ne conserva pas tous les textes figurant dans les versions primitives des livres de registre de la chancellerie, et que des résumés (*ementas*) de documents dont la version intégrale peut dans certains cas être considérée comme perdue, furent adoptées<sup>48</sup>. Bien que cette sélection n'ait pas directement affecté, que l'on sache, les documents produits par les enquêtes royales, elle ne manque pas de révéler l'attention accordée à la documentation associée aux prérogatives royales et à la façon dont elle pouvait être remaniée en fonction d'objectifs destinés à une construction royale de la mémoire documentaire du royaume.

44. La collection des chartes de franchises conservée aux archives de Torre do Tombo et appelée *Forais Antigos* a été partiellement publiée dans *Portugaliae Monumenta Historica a saeculo octavo post Christum usque ad quintum decimum*, *Leges*, Lisbonne, 1856.

45. C. F. RIBEIRO, *O acesso à informação nos arquivos*, Porto, 1998, pp. 73-78.

46. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 90-91 et M<sup>a</sup> H. C. COELHO et A. L. C. HOMEM, *op. cit.*, pp. 52-56.

47. L. KRUS, « Leituras », dans ID., *Passado, Memória e Poder na Sociedade Medieval Portuguesa*, Estudos, Redondo, 1994, pp. 221-231.

48. Voir le texte de Zurara sur la décision du roi Alphonse V : « [...] Mandou que se tirassem em este liuro aquellas que sustanciãaes fosse per perpetua memoria E que outras ficassem que a nehũu aujam razam d'aproueytar [...] », dans A. H. O. MARQUES éd., *Chancelarias Portuguesas, D. Pedro I (1357-1367)*, Lisbonne, 1984, p. 3.

Mais c'est dès le XVI<sup>e</sup> siècle que fut engagée une réforme de plus grande envergure, là encore sur initiative royale. Désignée sous le nom de *Leitura Nova* (*Lecture nouvelle*), elle consistait à réaliser des livres en parchemin, d'une véritable qualité artistique et calligraphique, sous forme de 61 *codices* de grandes dimensions, décorés d'enluminures présentant une qualité et une richesse thématique et figurative exceptionnelles<sup>49</sup>, où furent transcrits, selon des critères de sélection qui ne sont pas encore entièrement décryptés, une quantité remarquable de documents, qui étaient alors simplement copiés dans les livres de registre de la chancellerie existant depuis le règne d'Alphonse II<sup>50</sup>. Des documents épars y furent également transcrits, pour la plupart des originaux en parchemin, qui sont aujourd'hui conservés dans un fonds organisé ultérieurement sous le nom de *Gavetas* (Tiroirs)<sup>51</sup>, mais dont le classement médiéval reste inconnu. Cette réforme, pour ce qui concerne les enquêtes, a donné lieu à l'élaboration de cinq livres d'*Enquêtes de lecture nouvelle* (*Livros de Inquirições da Leitura Nova*)<sup>52</sup>, qui transcrivent des documents dont la plupart étaient issus de livres ou de documents épars plus anciens<sup>53</sup>. Ces copies, qui ne s'illustrent pas toujours par une bonne compréhension et transcription de l'original, sont parfois la seule version survivante de textes plus anciens, désormais disparus<sup>54</sup>.

Certains textes produits par les responsables de cette tâche mentionnaient, à propos des enquêtes royales des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, l'existence de livres démantelés ou mutilés, dont les cahiers étaient perdus ou partiellement abîmés et dont certaines versions sur papier étaient souvent déchirées<sup>55</sup>. À partir de cette documentation, une sélection de manuscrits fut réalisée, orientée par la quête de la version la plus ancienne et la plus fiable – ou la plus « saine », selon l'avis des responsables – en suivant des critères très vagues, au motif que l'écriture était très ancienne ou que le texte choisi « semblait être l'original lui-même »<sup>56</sup>. Il est également attesté que de nouvelles reliures furent réalisées, ce qui est peut-être l'une des explications de l'insertion de folios à des endroits inappropriés et, partant, de

49. S. DESWARTE, *Les Enluminures de la "Leitura Nova" 15014-1552. Étude sur la Culture Artistique au Portugal au Temps de L'humanisme*, Paris, 1977, et A. M<sup>a</sup> ALVES, *Iconologia do Poder Real no Período Manuelino*, Lisbonne, 1985.

50. C. F. RIBEIRO, *op. cit.* pp. 91-93.

51. Un exemple dans IAN/TT, *Gaveta XIX*, maço 14, doc. n<sup>o</sup> 6 et *Leitura Nova, Beiras*, livro 2, fol. 296v-298.

52. A. H. O. MARQUES, *op. cit.*, p. 194 : *Livro de Inquirições de Além Douro, Livro de Inquirições do Arcebispado de Lisboa, Livro de Inquirições da Beira e Alto Douro, Livro de Inquirições de Entre Douro e Ave, Livro de Inquirições de Entre Cávado e Ave*.

53. Voir à titre d'exemple le document conservé dans *Gaveta XX*, maço 13, doc. n<sup>o</sup> 1, copiée dans *Livro 3 de Inquirições da Beira e Além Douro*, fol. 55v-62v, et le document transcrit dans le *Livro de Inquirições de D. Dinis*, fol. 12v-13, et dans le *Livro de Inquirições da Beira e Além Douro*, fol. 273-273v.

54. J. MATTOSO, L. KRUS et A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria nos séculos XI a XIII*, Lisbonne, 1989, pp. 219-233.

55. *Memórias*, pp. 50-51, 55 et 83.

56. *Memórias*, pp. 48-49 (note), 56 (note).

la dispersion dans plusieurs livres du texte des procès-verbaux d'enquête relatifs à une chronologie déterminée ou à une circonscription administrative spécifique<sup>57</sup>.

La dimension de l'intervention réalisée sur des livres et documents épars associés aux enquêtes médiévales, générée par l'élaboration des codes de la *Leitura Nova*, reste toutefois à étudier et il est donc prématuré de soulever l'hypothèse de la destruction de versions non considérées comme les plus anciennes ou les plus complètes ou jugées trop abîmées, bien que la destruction de livres de registre de chancellerie plus anciens soit attestée<sup>58</sup>.

Une autre intervention est signalée. Elle date du début du XVIII<sup>e</sup> siècle et aurait affecté l'organisation de la documentation relative aux enquêtes et conservée à la Torre do Tombo, sans que l'on puisse conclure si elle intéressa exclusivement ces textes ou si elle s'étendit à d'autres fonds et sans que l'on connaisse les critères adoptés et, partant, leurs conséquences<sup>59</sup>. L'élaboration d'index des documents royaux conservés dans ces archives, qui date des premières décennies de ce siècle, démontre que les fonds documentaires des enquêtes étaient entendus comme associables aux livres de registre de la chancellerie, puisque ce fut le cas dans trois des quatre livres où ils sont inventoriés<sup>60</sup>. Cette constatation serait une hypothèse de travail pour repenser les effets que l'intervention ordonnée par Alphonse V et la *Leitura Nova* peuvent avoir eus sur le fonds documentaire des enquêtes royales médiévales.

On considère traditionnellement que le tremblement de terre de Lisbonne de 1755 fut le principal élément perturbateur de l'organisation de la Torre do Tombo, en provoquant d'énormes pertes documentaires. Il existe en effet des informations sur la destruction de la tour qui abritait les archives et sur leur transfert dans un autre local, le premier depuis plusieurs centaines d'années, puisque les archives quittèrent la zone d'Alcáçova surplombant le centre de la ville pour s'installer dans la partie occidentale, dans l'une des ailes d'un monastère bénédictin. Les documents, qui furent conservés pendant une courte période dans un local improvisé avant d'être transférés au monastère de São Bento, firent l'objet d'un nouveau classement, car le cataclysme avait provoqué le désordre quasi intégral des documents épars et d'importants dégâts sur les reliures des livres, voire leur démantèlement total<sup>61</sup>.

Le transfert, puis l'installation dans les lieux choisis, fut beaucoup plus perturbateur que le séisme proprement dit, dans la mesure où les principes directeurs du classement des fonds traditionnels qui avaient façonné la Torre do Tombo pendant des siècles furent entièrement remplacés par une nouvelle logique

57. *Memórias*, pp. 4, 55.

58. *Memórias*, p. 56, 80 et C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 92-93.

59. *Memórias*, p. 50 (nota) : « Este he o Livro que accuza o Rol dos Reguengos de Guimaraens, de que achei huuns cadernos que estão neste Livro, aos quaes mandei juntar outros que achei dispersos, para de todas as resoluçoens deste Rei... 10 de Maio de 716 ».

60. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 135-141.

61. C. F. RIBEIRO, « Como seria a estrutura primitiva do Arquivo da Casa da Coroa (Torre do Tombo) », dans L. A. FONSECA, L. C. AMARAL, M<sup>o</sup> F. F. SANTOS dir., *Os Reinos Ibéricos na Idade Média. Livro de Homenagem ao Professor Doutor Humberto Baquero Moreno*, 3, Porto, 2003, pp. 1401-1402.

organisationnelle, conforme aux méthodologies alors en vigueur, qui privilégiait les critères chronologiques et historiques au détriment de la sujétion séculaire à l'organisation administrative royale<sup>62</sup>. La consultation comparative des inventaires avant et après le tremblement de terre permet d'inventorier les pertes des documents émanant du pouvoir royal, mais surtout de vérifier ce changement de paradigme, même si des études plus approfondies seraient nécessaires pour pouvoir évaluer les conséquences de cette nouvelle logique sur la compréhension de l'organisation des fonds médiévaux et, plus précisément, sur les textes des enquêtes royales. C'est sur cette nouvelle logique organisationnelle que João Pedro Ribeiro construisit les *Memórias*, même si nous savons qu'il a utilisé des inventaires et des index antérieurs au changement<sup>63</sup>.

La transformation de la Torre do Tombo, en plein État libéral, d'archive royale en archive nationale, accentua l'importance de la valeur historique dans la préservation et le classement des documents<sup>64</sup>. Cette décision eut également comme corollaire une augmentation exponentielle du volume documentaire de l'institution, dans la mesure où les cadres législatifs successivement promulgués depuis lors permirent de procéder à de très nombreuses incorporations de documents aux provenances les plus variées.

En ce qui concerne la documentation médiévale, il convient d'évoquer la décision d'envoyer dans les archives centrales tous les documents datés d'avant 1280, qui se trouvaient dans les offices des institutions ecclésiastiques éteintes à la suite des lois de désamortissement libérales<sup>65</sup>. Or ce changement s'est fréquemment accompagné de conditions précaires, entraînant, selon les témoignages, des pertes documentaires importantes. À cette mesure, liée à des politiques centralisatrices, ne fut pas étranger Alexandre Herculano, alors archiviste principal du royaume, qui prétendait ainsi faciliter la tâche des experts chargés des transcriptions des documents pour les PMH, auxquels cet historien donnait le nom évocateur de *Monuments Historiques*<sup>66</sup>. Cette entreprise fut interrompue, comme le fut la publication des PMH, sans pour autant que les fonds soient restitués à leurs lieux d'origine, ce qui explique la dispersion des fonds documentaires médiévaux entre plusieurs archives portugaises. Or ce facteur rend longues et onéreuses les recherches consacrées à la quête de témoignages encore inédits ou celles qui s'attachent à comprendre l'organisation du classement documentaire.

Depuis, sa condition d'archives nationales a permis à la Torre do Tombo d'accumuler des fonds documentaires et de procéder aux plus diverses incorporations, même si, pour nombre d'entre elles, il n'existe pas d'instruments

62. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 116-117.

63. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, p. 126.

64. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 501-503.

65. A. H. O. MARQUES, *Antologia da Historiografia Portuguesa, I- De Herculano aos nossos dias*, s. l., Lisbonne, p. 16.

66. A. HERCULANO, « Do Estado dos Archivos do Reino e do Direito do Governo em relação aos Documentos ainda n'elles existentes », dans *Opúsculos*, 1, Lisbonne, s. d., pp. 212-213.

descriptifs permettant d'évaluer leur importance pour mieux comprendre ou compléter le corpus des enquêtes royales. Il s'agit là d'un travail à réaliser, mais qui nécessitera beaucoup de temps et de ressources humaines.

Les vicissitudes de l'histoire de la Torre do Tombo, la certitude que le volume de documentation médiévale a substantiellement été complété après la rédaction des *Mémoires* par João Pedro Ribeiro, démontrent qu'il est nécessaire de réaliser davantage de recherches documentaires – les offices monastiques ou ceux des ordres militaires, par exemple, conservent des copies des textes des enquêtes qu'il faudrait inventorier<sup>67</sup>. Mais surtout, elles révèlent indubitablement qu'il s'agit de mener une nouvelle réflexion sur l'organisation du fonds des enquêtes royales médiévales, afin de mieux comprendre toutes les interventions dont elles ont fait l'objet dans des chronologies postérieures à leur organisation primitive.

La documentation qui peut être associée, compte tenu de l'état actuel des recherches, aux enquêtes médiévales, se répartit, pour des raisons que l'on ne sait pas totalement expliquer, entre plusieurs fonds documentaires conservés à la Torre do Tombo. Autrement dit, on trouve des documents relatifs aux enquêtes royales dans les Chancelleries, dans les *Livres d'enquêtes*, dans les *Livres d'enquêtes de lecture nouvelle*, dans le fonds nommé *Gavetas* et, partiellement, dans les fonds ecclésiastiques monastiques ou séculiers, ainsi que dans ceux des ordres militaires.

Toutefois, les textes conservés dans les fonds religieux tendent à ne transcrire que les enquêtes réalisées dans les domaines leur appartenant ou des documents qui, pour un motif quelconque, pouvaient contribuer à démêler des situations les concernant, notamment celles qui avaient un caractère conflictuel. Il s'agit dans la plupart des cas de copies sollicitées auprès des archives royales, puisque les enquêtes furent, pendant toute la période médiévale postérieure à leur élaboration, utilisés comme textes de référence et de preuve<sup>68</sup>. Il convient en outre de préciser que les fonds documentaires monastiques contiennent des transcriptions d'enquêtes médiévales exécutées bien plus tardivement – dont certaines datent même du XIX<sup>e</sup> siècle – ce qui révèle l'importance de ce cadastre qui, au fil des siècles, témoignait de la possession des biens patrimoniaux et de l'usufruit des droits.

Les textes des enquêtes sont copiés soit sur un support parchemin, soit sur un support papier. Ils sont organisés dans certains cas en livres intégralement destinés à contenir la documentation résultant des enquêtes, quelques-uns datant, comme nous l'avons indiqué, de l'époque de la Lecture nouvelle – les *Livros de Inquirições da Leitura Nova* (*Livres d'enquêtes de lecture nouvelle*) – tandis que d'autres, simplement intitulés *Livres d'enquêtes* (*Livros de Inquirições*), réunissent des originaux ou des copies médiévales des différentes vagues d'enquêtes. On trouve également des textes associables à celles-ci ou qui contribuent à les comprendre dans des livres contenant des documents de nature plus hétérogène, comme les

67. Voir à titre d'exemple J. MATTOSO, L. KRUS, A. A. ANDRADE, *A Terra de Santa Maria no século XIII : problemas e documentos*, Feira, 1993, pp. 219-224.

68. Voir notamment une copie datée de 1452 figurant dans le *Livro Preto* du monastère de Grijó. IAN/TT, *Colecção Costa Bastos*, livre 12, fol. 21v-22v.



registres de chancellerie des règnes d'Alphonse II, Alphonse III, Denis et Alphonse IV.

Des documents épars existant sous les formats les plus variés, pour la plupart conservés dans le fonds baptisé *Gavetas*, enregistrent des originaux<sup>69</sup> ou les copies médiévales de textes d'enquêtes, ainsi que d'autres documents contemporains de la chronologie des enquêtes, qui peuvent être considérés comme subsidiaires. C'est le cas par exemple de listes d'églises qui auraient été établies à une date très proche de l'exécution des enquêtes royales ou qui en découleraient<sup>70</sup>.

Les documents conservés dans les *Gavetas* sont parfois tronqués et non datés. Il est alors difficile de les intégrer dans le corpus des enquêtes, ce qui justifie l'adoption d'approches rigoureuses de critique textuelle<sup>71</sup>. Sont également conservés dans ce fonds des documents incomplets, qui semblent des versions résumées, peut-être destinées à un usage plus commode de la part des officiers royaux. Elles semblent avoir été réalisées à partir de versions plus anciennes, transcrites dans les *Livres d'enquêtes* ou dans d'autres documents épars qui peuvent être considérés comme des copies ou des originaux plus anciens<sup>72</sup>. Signalons la présence de copies datées du XIV<sup>e</sup> siècle, élaborées à partir de versions conservées dans ce fonds ou transcrites dans un livre comme la liste des églises du royaume, que l'on estime contemporaine des enquêtes de 1220<sup>73</sup>.

L'hétérogénéité de la documentation conservée dans les *Gavetas*, dispersée de façon parfois aléatoire entre divers tiroirs et liasses, peut s'expliquer par la constitution tardive du fonds<sup>74</sup>. Les documents épars ainsi recueillis auraient été conservés au Moyen Âge dans des sacs de lin<sup>75</sup> et, à cette époque, ils auraient déjà fait l'objet d'une sélection et d'une destruction dont l'ampleur est impossible à évaluer et qui se seraient produites au moment de la *Lecture nouvelle*. Mais les

69. Voir par exemple IAN/TT, *Gaveta VIII*, maço 5, doc. n° 10

70. IAN/TT, *Gaveta XIX*, maço 14, doc. n° 7. Sur la datation de cette liste, consulter R. AZEVEDO, « Período de formação territorial : expansão pela conquista e sua consolidação pelo povoamento. As terras doadas. Agentes colonizadores », dans A. BAIÃO, H. CIDADE et M. MÚRIAS dir., *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, 1, Lisbonne, 1937, pp. 24, 50 ; J. MATTOSO, L. KRUS et A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria nos séculos XI a XIII*, Lisbonne, 1989, pp. 37-45 ; B. SÁ-NOGUEIRA, « O espaço eclesiástico em território português (1096-1415) », dans C. M. AZEVEDO dir., *História Religiosa de Portugal*, 1, Lisbonne, 2000, pp. 142-201 ; S. BOISELLIER, *Registres fiscaux et administratifs de bénéfices ecclésiastiques du royaume portugais, XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles (édition et présentation). Contribution à l'étude du phénomène administratif*, Université de Paris I, mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches, 2002 (dactylographié), pp. 18-69.

71. Voir à titre d'exemple IAN/TT, *Gaveta VIII*, maço 2, doc. n° 3. De même, S. A. GOMES, « As inquirições ducentistas entre o Vale do Douro e o Mondego : contextos e datações », texte présenté à la Table ronde *As Inquirições no reinado de Afonso II : reflexões em torno de alguns textos* (Lisbonne, Faculté des Sciences sociales et humaines, 4 décembre 2006).

72. IAN/TT, *Gaveta XV*, maço 4, doc. n° 2.

73. IAN/TT, *Gaveta XIX*, maço 1, doc. n° 1.

74. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, pp. 101-102.

75. C. F. RIBEIRO, *op. cit.*, p. 101

documents conservés dans les *Gavetas* permettent de lever une partie du voile sur le processus d'enregistrement des procès-verbaux d'enquêtes.

En effet, certains états ainsi conservés sont les documents originaux à partir desquels furent élaborés les livres médiévaux d'enquêtes. Ils permettent de mieux comprendre comment étaient composées les dépositions, sous l'égide des officiers de la chancellerie royale. Rappelons que ce processus se situe chronologiquement près des vagues d'enquêtes de 1220 et de 1258, qui se traduisirent par des changements profonds et significatifs dans l'organisation des textes réunis à leur propos. Ces originaux, très souvent élaborés localement avec l'intervention de notaires royaux installés sur place<sup>76</sup>, s'organisent sous forme d'états parfois extrêmement longs, comme le parchemin de 19 pièces et 62 mètres de long, où sont transcrites les sentences des enquêtes dionysiennes de 1288, prononcées par la cour royale en 1290<sup>77</sup>.

La difficile manipulation de ce type de document, même pour les officiers royaux expérimentés, justifie le recours à des versions plus accessibles, tels que les résumés cités plus haut, et explique surtout la composition des livres et la réorganisation des dépositions et procès-verbaux, en fonction de critères géographiques et administratifs, afin de faciliter la consultation et la transcription de ces textes aussi souvent que nécessaire<sup>78</sup>.

La production des livres appelés *Livres d'enquêtes* est chronologiquement postérieure à l'acte d'enquêter, bien qu'ils soient tous considérés comme une production médiévale. En effet, malgré le nombre de ceux qui pensent qu'il n'est pas possible de fixer une date précise, les caractéristiques calligraphiques constituent un indice de datation s'étendant entre le second quart du XIII<sup>e</sup> siècle et, très probablement, la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle. Ils totalisent aujourd'hui un ensemble de 24 *codices* connus, dont les désignations sont associées aux monarques responsables des grandes vagues d'enquêtes : Alphonse II (trois livres), Alphonse III (neuf livres), Denis (dix livres) et Alphonse IV (deux livres)<sup>79</sup>. Cependant, s'agissant de livres organisés ultérieurement<sup>80</sup>, il n'existe pas toujours de correspondance entre la documentation transcrite et les vagues ordonnées par le monarque dont le nom correspond à l'intitulé. Ainsi, on trouve des textes des enquêtes d'Alphonse III (1258) dans le *Livre 3 de Inquirições de Afonso II*, tandis que dans les livres d'enquêtes du roi Denis figurent des transcriptions d'enquêtes réalisées en 1220 par Alphonse II et en 1258 par Alphonse III<sup>81</sup>. Ce dernier fait, ainsi que l'analyse de ces livres et de leurs contenus, ont permis de mettre en évidence l'importance du règne de Denis

76. Par exemple, J. MATTOSO, L. KRUS et A. ANDRADE, *O Castelo e a Feira : a Terra de Santa Maria nos séculos XI a XIII*, Lisbonne, 1989, p. 51.

77. *Memórias*, p. 83.

78. J. MATTOSO, L. KRUS et A. ANDRADE, *op. cit.*, pp. 41-45 et *Memórias*, p. 74.

79. A. H. O. MARQUES, *Guia do estudante de História Medieval*, Lisbonne, 1988, pp. 192-193.

80. Voir à titre d'exemple le *Livre 2 de Inquirições de Afonso II*, dont la rédaction est postérieure à 1289.

81. Citons comme exemple le plus emblématique de cette situation le *Livre do Registo de Guimarães*, achevé en 1289, qui est la copie la plus ancienne des procès-

pour la conservation et la réorganisation des témoignages écrits des enquêtes royales antérieurement réalisées. Ils permettent également d'évaluer à quel point, dans les initiatives d'enquête de ce monarque, les vagues antérieures furent valorisées et leur documentation utilisée comme un instrument de travail important des commissions d'enquête<sup>82</sup>. En fait, le recours systématique aux textes de 1220 et de 1258, ainsi que la précaution de transcrire et de classer dans un livre, de façon quasi concomitante, des textes qui leur étaient associés, met en évidence une vision globale du processus d'enquête, entendu comme un instrument d'affirmation du pouvoir politique des monarques du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>83</sup>.

La chronologie et les objectifs de production des Livros de Inquirições da leitura Nova (*Livres d'enquêtes de la lecture nouvelle*) sont désormais clairs et associés au règne de Manuel I<sup>er</sup> (1495-1521), mais ces livres ne contiennent pas exhaustivement les transcriptions réalisées à cette époque de la documentation inhérente aux enquêtes royales des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècle, que l'on peut par exemple retrouver dans des livres appelés Livros dos Direitos Reais (*Livres de droits réels*)<sup>84</sup>. Pour ce qui concerne spécifiquement les livres d'enquêtes, cinq d'entre eux regroupent, selon des critères essentiellement territoriaux<sup>85</sup> – un seul livre est organisé en fonction d'une circonscription ecclésiastique, celle de l'archevêque de Lisbonne<sup>86</sup> – des copies de documents provenant de livres ou d'actes épars. Les destructions d'originaux ou de copies médiévales, datant de l'époque de la *Lecture nouvelle* et évoquées plus haut, expliquent que ce fonds puisse conserver la seule version connue de textes produits au moment des enquêtes royales.

C'est donc dans différents fonds des archives de la Torre do Tombo que la documentation permettant de connaître les vagues d'enquêtes royales est conservée, celles-ci se répartissant selon la chronologie suivante :

**Fig. 1. Chronologie des enquêtes royales médiévales portugaises**

Alphonse II	Alphonse III	Denis	Alphonse IV
1220	1251	1284	1335
	1258	1288	1343
		1301	
		1301-1304	
		1307	

verbaux des enquêtes royales de 1220 sur le territoire de Entre os Rios Lima e Douro. IAN/TT, *Inquirições de D. Dinis*, livro 5, 133 folios.

82. Voir comme exemple Valdevez *Medieval. Documentos*, 2, 1300-1479, *op. cit.*, p. 22 et *Memórias*, p. 99.

83. L. VENTURA, *D. Afonso III*, Lisbonne, 2006, pp. 127-128, 136.

84. Exemple : IAN/TT, *Leitura Nova, Direitos Reais*, livro 2, fol. 47v-57v .

85. Voir n. 52

86. *Livro de Inquirições do Arcebispado de Lisboa*

Les vagues d'enquêtes royales des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles eurent comme précédents de lointaines enquêtes similaires menées en 1127 dans la région de Viseu par la comtesse Thérèse (1112- 1128)<sup>87</sup>, alors à la tête du *Condado portucalense* qui devint plus tard le royaume du Portugal. Elles sont associées à des monarques dont le rôle considérable dans la composition du royaume médiéval portugais est de plus en plus valorisé par les médiévistes portugais.

Cependant, s'il fut possible d'enquêter d'une façon aussi complexe, aussi géographiquement vaste et récurrente dans le temps, c'est que le processus fut précédé de profonds changements dans l'accès et l'usage de l'écrit, dans l'utilisation du texte en tant que preuve, ainsi que dans l'organisation des structures administratives<sup>88</sup>. En premier lieu, la création du tabellionage – les premières références aux notaires royaux datent de 1212 et de 1214, c'est-à-dire immédiatement avant la première vague, celle de 1220<sup>89</sup> – favorisa le transfert progressif de l'écrit, qui passa du monopole ecclésiastique aux mains des laïcs. Ensuite, l'institution des tabellions locaux permit aux monarques d'étendre leur pouvoir jusqu'à couvrir, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>90</sup>, la totalité du royaume et leur offrit un vecteur de production documentaire capable de garantir comme il se devait l'authentification de la mémoire. Selon les études réalisées à ce jour sur ces questions, le parallélisme est évident entre le dynamisme du notariat et les vagues d'enquêtes, puisqu'à la date du décès d'Alphonse II en 1223, le royaume comptait déjà 25 tabellions<sup>91</sup> et que les enquêtes de 1258 furent engagées alors que se manifestaient des signes de récupération du tabellionage, celui-ci ayant connu une éclipse sous le règne de Sanche II (1223-1248)<sup>92</sup>.

L'imposition par Alphonse II, entre 1216 et 1221, de confirmations générales, c'est-à-dire de l'obligation, extensible à tout le royaume, de confirmer la détention de propriétés et de droits auprès du roi, visait non seulement à vérifier la légitimité de la possession des biens et droits, mais également à imposer la preuve écrite et la reconnaissance de la suprématie royale. L'échec de cette initiative, dû à l'absence d'un cadastre qui puisse attester la véracité des informations fournies serait, d'après Luís Krus, l'un des éléments qui motivèrent le lancement des premières enquêtes générales en 1220<sup>93</sup>.

87. L. KRUS, « Inquirições », dans *Dicionário Enciclopédico da História de Portugal*, 1, Lisbonne, 1990, p. 343.

88. I. CASTRO, *Introdução à história do português*, Lisbonne, 2006, pp. 95-96.

89. B. SÁ-NOGUEIRA, *Tabellionato e instrumento público em Portugal, génese e implantação (1212-1279)*, Lisbonne, 2008.

90. Voir la liste de tabellions datée d'avant 1291, A. H. O. MARQUES, « A população portuguesa nos fins do século XIII », dans *id.*, *Ensaios de História Medieval*, Lisbonne, 1980, pp. 78-81.

91. M<sup>a</sup> J. A. SANTOS, « A Chancelaria de D. Afonso II (1211-1223). Teorias e práticas », dans *id.*, *Ler e compreender a escrita na Idade Média*, Coimbra, 2000, pp. 13-14.

92. M<sup>a</sup> J. A. SANTOS, *op. cit.*, p. 13.

93. L. KRUS, « Confirmações », dans *Dicionário Ilustrado de História de Portugal*, 1, Lisbonne, 1986, pp. 148-149.

L'institution, à partir de 1217, de la pratique d'enregistrement des mandats royaux dans des livres conservés à proximité du monarque est un indicateur de l'existence d'un corps de fonctionnaires dont l'expertise et la connaissance de l'écrit sont attestées par la lecture et la transcription documentaire de formulaires et de lettres qui, parfois, ne leur étaient plus contemporains<sup>94</sup> et qui comprenaient des documents de nature juridico-politique, dont beaucoup résultaient des confirmations générales ordonnées par Alphonse II<sup>95</sup>. Dans ces prémices, la chancellerie apparaît, comme il a été montré, subsidiaire dans ses caractéristiques diplomatiques, sous l'influence des bulles pontificales<sup>96</sup>. L'usage du latin était donc prédominant, comme ce sera le cas pour la rédaction des enquêtes de 1220 et la quasi-totalité de celles de 1258. Les documents destinés à perdurer sont écrits en latin, mais les lettrés ont recours au portugais, comme l'attestent de nombreuses notes, minutes ou brouillons, ce qui révèle leur familiarité avec l'écriture en langue vernaculaire et prépare la mise en place d'une chancellerie en portugais avant même la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>97</sup>. Les enquêtes ordonnées par le roi Denis et par son fils, Alphonse IV, furent rédigées en portugais, simplifiant le travail de médiation des lettrés qui, entre 1220 et 1258 par exemple, enregistraient en latin les dépositions orales reçues en langue vernaculaire. Cette maîtrise de l'écrit permit de mettre en place les conditions du travail développé par la chancellerie autour de la volumineuse documentation compilée en 1220 et 1258 et facilita tout le processus de reproduction des mandats royaux, concomitant aux enquêtes des rois Denis et Alphonse IV.

94. M<sup>a</sup> J. A. SANTOS, *op. cit.*, p. 27.

95. H. V. VILAR, « Do arquivo ao registo. O percurso de uma memória no reinado de Afonso II », dans *Penélope*, 30-32, 2004, pp. 34-37.

96. M<sup>a</sup> J. AZEVEDO SANTOS, *op. cit.*, p. 23, n. 37

97. I. CASTRO, *op. cit.*, pp. 95-96, 103 et A. M<sup>a</sup> MARTINS, « Emergência e generalização do português escrito. De D. Afonso Henriques a D. Dinis », dans M<sup>a</sup> H. M. MATEUS dir., *Caminhos do Português*, Lisbonne, 2001, pp. 35-36.